

CRIME CLIMATIQUE STOP !

Contributions de Alberto Acosta, Guy Aurenche, Stefan C. Aykut, Geneviève Azam, Nnimmo Bassey, Philippe Bihouix, Christophe Bonneuil, Valérie Cabanes, Joanna Cabello, Sophie Chapelle, Maxime Combes, François Gemenne, Susan George, Tamra Gilbertson, Nicolas Haeringer, Clive Hamilton, John Jordan, Jean Jouzel, Naomi Klein, Valérie Masson-Delmotte, Bill McKibben, Godwin Uyi Ojo, Jon Palais, Jeanne Planche, Alex Randall, Yeb M. Saño, Vandana Shiva, Pablo Solón.

Préface de l'archevêque Desmond Tutu

Ouvrage coordonné par Nicolas Haeringer, Maxime Combes,
Jeanne Planche et Christophe Bonneuil

Éditions du Seuil
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

SOMMAIRE

Préface 15

Nous avons combattu l'apartheid. Aujourd'hui, le changement climatique est notre ennemi à tous

Archevêque Desmond Tutu 17

Introduction 23

Il est temps de mettre un terme aux crimes climatiques

Nicolas Haeringer, Maxime Combes, Jeanne Planche et Christophe Bonneuil ... 25

Encadrés: Blockadia, pour bloquer la machine à réchauffer la planète, 32. - Alternatiba, l'autre moteur de la justice climatique!, 35.

Première partie.

Le chaos climatique, crime contre l'humanité

Le changement climatique est le plus grand combat que nous aurons à mener de notre vivant. Et pourtant, nous regardons ailleurs

Naomi Klein 41

Encadré: Keystone XL: la campagne de désobéissance civile qui a fait plier Obama, 52.

Le changement climatique et ses impacts: l'état des connaissances scientifiques

Jean Jouzel et Valérie Masson-Delmotte 53

Encadrés: Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat et ses rapports, 55. - L'objectif d'un maximum de + 2 °C est insuffisant

pour éviter une interférence dangereuse de l'influence humaine sur le climat, 66-67. – La France affectée par le changement climatique, 70-71.

De la violence climatique comme persécution contre les plus vulnérables	
<i>François Gemenne et Alex Randall</i>	73
Nous faisons face à un nouvel apartheid entre la Terre et les oligarchies	
<i>Entretien avec Vandana Shiva</i>	87
<i>Encadré</i> : Les semences paysannes, meilleure arme face aux dérèglements climatiques, 91.	
Crime climatique et écocide: réformer le droit pénal international	
<i>Valérie Cabanes</i>	101
<i>Encadrés</i> : USA: des jeunes portent plainte contre le crime climatique, 102-103. – L'impunité emblématique de Texaco-Chevron, 104. – Les peuples arctiques revendiquent leur droit à vivre selon leurs traditions, 108. – Le cas de Tuvalu et ses futurs réfugiés climatiques, 111-112.	
L'Afrique et les catastrophes climatiques qui s'annoncent	
<i>Nnimmo Bassey</i>	117
<i>Encadré</i> : Résister aux multinationales pétrolières dans le delta du Niger (Nigeria), 120-121.	

Deuxième partie.

Le bal des faux-semblants et des fausses solutions

La folie des COP	
<i>Pablo Solón</i>	133
Le Climat des affaires!	
<i>Maxime Combes et Susan George</i>	145
<i>Encadré</i> : Quand le commerce international fait disparaître des émissions de CO ₂ , 152.	
Géoingénierie: confier notre avenir à des apprentis sorciers?	
<i>Clive Hamilton</i>	157
Faut-il financiariser la planète pour la sauver?	
<i>Tamra Gilbertson et Joanna Cabello</i>	171
Du mythe de la croissance « verte » à un monde post-croissance	
<i>Philippe Bihouix</i>	187

Troisième partie.

Abandonnons les fossiles, pas la planète!

Rien ne sert d'attendre Paris pour démarrer la bataille. Vive la résistance!

Bill McKibben 203

Encadré: Victoires sur le front du désinvestissement!, 211.

Le futur est ouvert! Quelques leçons du tournant énergétique allemand

Stefan C. Aykut 217

Bonne nouvelle pour le climat!

Guy Aurenche 231

*Encadré: Ce que l'encyclique *Laudato Si* signifie pour les Philippines*, 241-242.

Creuser pour survivre, la loi d'airain du capitalisme

Maxime Combes 243

Encadrés: Gaz de schiste: ni ici ni ailleurs!, 245. - L'Inde asphyxie les ONG opposées au charbon, 248. - Charbon en Australie: une victoire pour le climat et la Grande Barrière de corail, 256.

La malédiction de l'abondance: extractivisme et sous-développement

Alberto Acosta 259

L'œuvre d'art (et d'activisme) à l'âge de l'Anthropocène

John Jordan 271

Encadré: Toxic tour, stop aux inégalités environnementales, 282.

Comment faire plier une multinationale climaticide

Jon Palais 287

Encadrés: Haro sur les banques climaticides, 289. - Alternatiba! La force des alternatives, 295.

Conclusion 297

Résister et créer les alternatives pour la transition

Geneviève Azam 299

L'appel de la société civile 309

Laissons les fossiles dans le sol pour en finir avec les crimes climatiques 311

Les 100 premiers signataires. 313

LES CONTRIBUTEURS

ALBERTO ACOSTA est économiste et enseignant-chercheur à la faculté latino-américaine de sciences sociales (FLACSO). Il a été ministre de l'Énergie et des Mines de l'Équateur et président de l'Assemblée constituante. Il a récemment publié en français *Le Buen Vivir* (Utopia, 2014).

GUY AURENCHÉ est président du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD-Terre Solidaire), président d'honneur de la Fédération internationale de l'ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture), auteur de *La solidarité, j'y crois* (Bayard, 2014).

STEFAN C. AYKUT est sociologue et politiste au LISIS, université Paris-Est, et chercheur associé au Centre Marc Bloch de Berlin. Il a coécrit avec Amy Dahan *Gouverner le climat ? Vingt ans de négociations internationales* (Presses de Sciences Po, 2015).

GENEVIÈVE AZAM est économiste à l'Université Jean Jaurès de Toulouse. Porte-parole d'Attac France, elle est l'auteure de *Le Temps du monde fini. Vers l'après-capitalisme* (LLL, 2010) et *Osons rester humain. Les impasses de la toute-puissance* (LLL, 2015). Elle collabore à la revue du MAUSS.

NNIMMO BASSEY est militant écologiste nigérian, auteur et poète. Il a été président des Amis de la Terre international (2008-2012) et directeur de l'association Environmental Rights Action pendant vingt

ans. Il est désormais directeur de la fondation Health of Mother Earth (HOMEF) et coordinateur d'Oilwatch International.

PHILIPPE BIHOUIX, ingénieur centralien, est cofondateur de l'Institut Momentum. Il a notamment publié *L'Âge des low tech, vers une civilisation techniquement soutenable* (Seuil, 2014) et *Quel futur pour les métaux ?* (EDP sciences, 2010).

CHRISTOPHE BONNEUIL est historien au CNRS et dirige la collection « Anthropocène » au Seuil. Il a notamment écrit *L'Événement Anthropocène. La Terre, l'histoire et nous* (Seuil, 2013, avec J.-B. Fressoz) et *Prédation. Nature, le nouvel eldorado de la finance* (2015, avec S. Feydel).

VALÉRIE CABANES est juriste, spécialisée dans le droit international humanitaire et les droits de l'homme. Elle est porte-parole du mouvement citoyen mondial End Ecocide on Earth qui milite pour la reconnaissance du crime international d'écocide.

JOANNA CABELLO est membre de l'équipe de Carbon Trade Watch (www.carbontradewatch.org) et du projet « Justice environnementale » du Transnational Institute (TNI).

SOPHIE CHAPELLE est journaliste. Elle travaille pour le site d'information Basta (www.bastamag.net).

MAXIME COMBES, économiste, est membre d'Attac France. Il a coécrit *La nature n'a pas de prix, les méprises de l'économie verte* (Attac-LLL, 2012). Il a publié *Laissons gaz et pétrole dans le sol !* (Seuil, 2015).

FRANÇOIS GEMENNE (@Gemenne) est politologue, spécialiste des questions de géopolitique de l'environnement (UVSQ/Sciences Po). Son domaine de recherche concerne en particulier les personnes déplacées par les impacts du changement climatique. Il a dirigé en 2015, *Migrations internationales : un enjeu Nord-Sud ?* (CETRI-Syllepse, 2015).

SUSAN GEORGE, écrivaine franco-américaine, est présidente d'honneur d'Attac France et présidente du Transnational Institute. Auteure de nombreux livres, elle a récemment publié *Les Usurpateurs* (Seuil, 2014).

TAMRA GILBERTSON, biologiste, est une des fondatrices de Carbon Trade Watch (www.carbonradewatch.org). Elle a également été coordinatrice du projet « Justice environnementale » pour le Transnational Institute (TNI).

NICOLAS HAERINGER est chargé de campagne à 350.org (www.350.org) et engagé depuis une décennie dans le mouvement climatique.

CLIVE HAMILTON est professeur d'éthique à l'université Charles Sturt en Australie. Il est l'auteur de *Requiem pour l'espèce humaine* (Presses de Sciences Po, 2013) et de *Les Apprentis sorciers de la planète* (Seuil, 2013).

JOHN JORDAN est un artiste-activiste, cofondateur de Reclaim the Streets et de l'Armée des clowns. Il a été un des caméramen du film de Naomi Klein, *The Take*, et a notamment codirigé le livre *We Are Everywhere. The Irresistible Rise of Global Anti-Capitalism* (Verso, 2004). Il est cofondateur du collectif The Laboratory of Insurrectionary Imagination qui mélange art, activisme et permaculture.

JEAN JOUZEL est paléoclimatologue au Commissariat à l'énergie atomique (CEA) et vice-président du groupe scientifique du GIEC. Il a reçu en 2002 la médaille d'or du CNRS et est colauréat, en tant que membre du GIEC, du prix Nobel de la paix.

NAOMI KLEIN est une journaliste canadienne, auteure, cinéaste et militante altermondialiste. Elle a notamment publié *No logo: la tyrannie des marques* (Actes Sud, 2002), *La Stratégie du choc: montée d'un capitalisme du désastre* (Actes Sud, 2010) et, plus récemment, *Tout peut changer: capitalisme et changement climatique* (Actes Sud, 2015).

VALÉRIE MASSON-DELMOTTE est paléoclimatologue au CEA. Membre du GIEC, elle est coauteure du dernier rapport du groupe I. En 2013, elle a obtenu le prix Irène Joliot-Curie de la femme scientifique de l'année.

BILL MCKIBBEN est un environnementaliste états-unien, lauréat du prix Nobel alternatif en 2014. Il a publié de nombreux livres dont *The End of*

Nature, en 1989, considéré comme le premier livre sur le changement climatique s'adressant à un large public. Il est un des fondateurs du mouvement 350.org.

GODWIN UYI OJO est directeur de l'association Environmental Rights Action-Les Amis de la Terre Nigeria.

JON PALAIS est militant de l'association basque Bizi! (www.bizimugi.eu) et d'Alternatiba.

JEANNE PLANCHE est militante altermondialiste. Elle travaille pour l'association Attac France (www.france.attac.org).

ALEX RANDALL (@alex_randall) travaille pour l'ONG britannique Climate Outreach & Information Network. Il anime la coalition britannique qui vise à défendre les droits des personnes déplacées par le changement climatique (www.climatemigration.org.uk).

YEB M. SAÑO a été chef de la délégation des Philippines pour les négociations sur les changements climatiques en 2013.

VANDANA SHIVA, est une écrivaine, écologiste et féministe indienne. Elle dirige la Fondation de la recherche pour la science, les technologies et les ressources naturelles (Research Foundation for Science, Technology and Natural Resource Policy). Elle a écrit de nombreux livres et a reçu le prix Nobel alternatif en 1993.

PABLO SOLÓN est activiste et chercheur sur les thématiques climatiques. Il a été négociateur en chef sur le changement climatique au nom de la Bolivie et ambassadeur de la Bolivie aux Nations unies (2009-2011).

DESMOND TUTU est archevêque émérite à Cape Town, Afrique du Sud. Il a reçu le prix Nobel de la paix en 1984. Il a été président de la Commission de la vérité et de la réconciliation sud-africaine, chargée de faire la lumière sur les crimes et les exactions politiques commis durant la période de l'apartheid. De 2007 à 2013, il a présidé The Elders (www.theelders.org).



INTRODUCTION



IL EST TEMPS DE METTRE UN TERME AUX CRIMES CLIMATIQUES

Nicolas Haeringer, Maxime Combes, Jeanne Planche et Christophe Bonneuil

En décembre 2015, Paris accueille la 21^e Conférence des parties de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. Après deux décennies d'intenses négociations, qu'inaugurait le sommet de Rio en 1992, la communauté internationale n'est pas parvenue à s'accorder sur une politique ambitieuse de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Au contraire, malgré des négociations dont la durée totale cumulée dépasse une année complète, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de plus de 60 % sur la période. L'urgence, qui présidait déjà aux discussions de Rio, s'est donc accrue. Les conséquences du changement climatique se font chaque jour plus dramatiques. Les vies de centaines de millions de femmes et d'hommes en sont directement affectées. Ici par l'élévation du niveau des océans, là par l'aridité des sols, ailleurs par la disparition des nappes phréatiques. L'élévation de 0,8 °C de la température moyenne à la surface du globe depuis un siècle suffit à ce que, dans les régions tropicales, les tempêtes et ouragans se multiplient et se renforcent. Partout, des populations entières sont contraintes à l'exode. Et ce sont les plus pauvres, les plus fragiles, qui sont les premiers à

souffrir de cette violence climatique, au premier rang desquels les femmes, les habitants des quartiers populaires, les petits paysans et pêcheurs, les peuples autochtones (voir le chapitre de F. Gemenne et A. Randall p. 73; ainsi que celui de N. Bassep p. 117).

Ce n'est pourtant qu'un début: si rien ne change, nous nous orientons tout droit vers un chaos climatique généralisé (voir le chapitre des climatologues J. Jouzel et V. Masson-Delmotte p. 53). La trajectoire actuelle conduit en effet à un réchauffement de + 3 °C à + 4 °C par rapport à 1880 d'ici la fin du XXI^e siècle. Pire, si rien n'est fait, le réchauffement pourrait atteindre 8 à 12 °C d'ici 2300. La communauté internationale s'est pourtant donné comme objectif de maintenir le réchauffement global sous la barre des 2 °C... et le seuil de sécurité climatique, au-dessus duquel les conséquences du réchauffement seront aussi tragiques qu'imprévisibles, se situe autour des 1,5 °C. Ce qui se joue est donc bien un crime climatique – et il est massif.

Il y a là un paradoxe apparent aux conséquences dramatiques: plus les États discutent de la lutte contre le changement climatique, plus le climat se dérègle. Nos chefs d'État et de gouvernement en sont directement responsables (voir le chapitre de l'ancien ambassadeur et négociateur bolivien P. Solón p. 133). Le changement climatique ne doit en effet rien à la fatalité mais beaucoup à l'absence de volonté politique. Loin de prendre le problème à bras-le-corps, les principaux États pollueurs, historiques comme actuels, se renvoient tour à tour à leurs responsabilités et leur inaction. Les profits tirés de la rente fossile sont invoqués comme raison indépassable. Pourtant, l'argument ne tient pas. En dehors de quelques pays andins – qui néanmoins ont renoncé à toute alternative aux modèles de développement

fondés sur l'extraction de matière première –, la plupart des États qui accordent de nouveaux permis d'exploiter les gisements de charbon, de gaz et de pétrole et autorisent l'exploitation d'hydrocarbures non conventionnels n'ont pas de politique redistributive ambitieuse. Le fossé entre les plus riches et les plus pauvres de la planète ne cesse de se creuser. Il se superpose à celui qui sépare les responsables du dérèglement climatique de ses victimes : c'est un véritable apartheid climatique qui est à l'œuvre.

Les décideurs politiques de ce monde cèdent ainsi bien volontiers aux désirs des grandes entreprises charbonnières, gazières et pétrolières. Qu'elles soient privées ou publiques, ces dernières n'ont en effet aucun scrupule à emmener la planète droit dans un mur de CO₂. Leur valorisation boursière étant directement liée à la taille des gisements qu'elles ont l'autorisation d'exploiter, elles repoussent ainsi chaque jour un peu plus les frontières de l'extractivisme. Gaz et pétrole de schiste, sables bitumineux, mines à ciel ouvert de lignite, fermes-usines, centrales à charbon, gigantesques pipelines, etc. : la liste est longue des armes du crime climatique, et elle ne cesse de s'allonger (voir le chapitre de M. Combes p. 243). Les actionnaires et les financiers de ces entreprises sont ceux qui ont le doigt sur la gâchette. On le sait désormais : 90 entreprises seulement sont responsables des deux tiers des émissions de gaz à effet de serre depuis le début de la révolution industrielle¹.

Nombre de ces entreprises sont pourtant directement associées aux négociations sur le climat. Elles sponsorisent les sommets de

1. www.climateaccountability.org/carbon_majors.html ; Richard Heede, « Tracing anthropogenic carbon dioxide and methane emissions to fossil fuel and cement producers, 1854-2010 », *Climatic Change* 122, 2014, p. 229-241.

l'ONU et elles les influencent par leur lobbying indécent. D'autres institutions internationales ont toutefois appris à se défaire de l'emprise des acteurs qui sont à la source des problèmes qu'ils prétendent pouvoir résoudre. L'Organisation mondiale de la santé a ainsi adopté une convention-cadre de lutte contre le tabagisme, qui stipule très clairement que les intérêts des cigarettiers ne doivent en aucun cas interférer dans la définition des politiques (nationales comme internationales) de santé publique. Et les représentants des grandes entreprises du tabac ne sont physiquement plus admis dans les arènes de négociation. Rien de tel, pour le moment, sur le climat : les négociations elles-mêmes sont polluées, intoxiquées.

La désintoxication implique non seulement de mettre les lobbies climaticides en quarantaine, mais aussi de déconstruire l'exceptionnalité de la cause climatique. Non pour nier l'importance des enjeux ou pour laisser entendre que nous pourrions nous en sortir sans rien changer. Ce qu'il s'agit de remettre réellement en cause, à toutes les échelles, est plus subtil : l'idée que nous serions toutes et tous égaux face à la catastrophe en cours (voir les témoignages des victimes p. 73 à 82, ainsi que l'analyse de V. Shiva p. 87).

Cette déconstruction ne concerne pas que les États et les entreprises : elle est aussi une urgence pour les acteurs de la société civile. Le sombre constat qui vient d'être dressé ne peut certes pas laisser indifférents les mouvements qui œuvrent pour la justice climatique. Jusqu'alors, ils ne sont en effet pas parvenus à construire des mobilisations qui changent durablement et profondément la donne. Le sommet de Copenhague (la COP15) en est symptomatique. Il avait donné lieu en 2009 à une mobilisation exceptionnelle d'ONG, d'associations, de syndicats, de collectifs citoyens. Plus de

17 millions de personnes avaient signé un « appel à l'action » pour le climat, dans le cadre de la campagne « tck tck tck », construite autour de l'idée que ce sommet était celui de la dernière chance. À l'extérieur des négociations, des réseaux largement issus de l'altermondialisme parvenaient à construire une alliance jusqu'alors inédite avec les pays andins. Evo Morales (Bolivie) et Hugo Chavez (Venezuela) devaient ainsi symboliquement quitter l'espace onusien, pour venir poser les jalons d'un accord alternatif dans le « Klima-Forum », un contre-sommet citoyen, inventif, festif et revendicatif. Quelques mois plus tard, Evo Morales convoquait ONU, États et mouvements sociaux à un « Sommet des peuples », qui débouchait sur une déclaration alternative, transformée aussitôt en contribution officielle aux négociations onusiennes. De son côté, l'Équateur laissait entendre qu'il pourrait s'engager à geler (une partie) des gisements de pétrole non encore exploités dans la forêt amazonienne. Il n'en a rien été. Les États andins sont rapidement rentrés dans le rang, gagnés par les sirènes de l'extractivisme (dont les méfaits sont radiographiés par le chapitre d'A. Acosta p. 259).

Au même moment, la Chine devenait le premier émetteur mondial, les États-Unis étaient paralysés par les lobbies climatonegationnistes; l'Europe se vantait d'avoir réduit ses émissions – alors que ces dernières avaient bel et bien augmenté dès lors qu'on prenait en compte les émissions liées à la production de biens importés, produits à l'extérieur mais destinés au marché européen; et le marché du carbone et les hautes technologies vertes prétendaient nous sauver (voir les contributions de C. Hamilton sur les dangers de la géoingénierie p. 157, de P. Bihouix sur les limites des technologies vertes p. 187, et de T. Gilbertson et J. Cabello sur les impasses de la financiarisation du carbone et de la nature p. 171).

Depuis, les mobilisations sur le climat, à l'instar des négociations, semblaient s'enliser, ne parvenant pas à trouver le juste milieu entre la défense du cadre onusien (seul cadre de discussion légitime, car seule arène réellement multiacteur) et la nécessité d'ouvrir d'autres espaces. Les alternatives ne manquent pourtant pas. Mais la classe dirigeant les États œuvre à les décourager en poursuivant des politiques de « croissance » et de libéralisation qui aggravent les injustices. Au Sud comme au Nord, ils n'hésitent pas à réprimer celles et ceux qui résistent à l'extractivisme ou encore s'opposent aux grands projets inutiles et imposés. Et l'inertie onusienne semble contaminer toutes les initiatives prises autour de ces échéances, dès lors qu'il est question de se mobiliser à l'échelle globale.

Ce livre n'est pourtant pas un livre noir de plus qui se contenterait de dresser le bilan tragique d'un processus irrémédiablement en échec. Il contribue à dénoncer l'écocide et le crime climatique contre l'humanité qui se manigance sous nos yeux et ceux d'une communauté scientifique de plus en plus inquiète, crime d'écocide qui doit être caractérisé comme tel (voir le chapitre de V. Cabanes de *End Ecocide on Earth* p. 101). Nul ne songerait, parmi les auteur.e.s des contributions ici rassemblées, à nier la menace que représente cette bombe climatique. Mais les contributions à cet ouvrage partagent un espoir : celui que les mobilisations pour le climat sont en train d'ouvrir une voie alternative à celle qui nous conduit au chaos. Par le passé, des femmes et des hommes, résolus et visionnaires, ont résisté, condamné les crimes de l'esclavage, du totalitarisme, de l'oppression coloniale ou de l'apartheid, et ont lutté pour leur abolition. Qui aurait cru venir à bout de l'Ancien Régime ou de la traite des esclaves il y a

un quart de millénaire? De la colonisation il y a un siècle ou de l'apartheid il y a quarante ans? Les mobilisations pour le climat font aujourd'hui face à un défi d'ampleur équivalente. Pour changer durablement la donne, elles doivent déboucher sur une véritable insurrection des consciences et une résistance de masse face aux intolérables violences climatiques, face aux crimes et aux persécutions que causent les émissions de gaz à effet de serre, socialement très inégales et injustes.

Ce basculement se joue à plusieurs niveaux. Le mouvement pour le climat est en train de parvenir à articuler trois éléments décisifs de toute mobilisation sociale victorieuse: un cycle de mobilisations adossé à des campagnes fortes qui ciblent les intérêts du capitalisme fossile; des analyses qui permettent d'identifier des leviers de changement efficaces, malgré la complexité de l'enjeu; des alternatives et des expérimentations porteuses de changements dans les territoires qui n'attendent pas le bon vouloir des puissants, des États et des institutions internationales.

Des mobilisations et campagnes victorieuses: le 21 septembre 2014, plus de 400 000 personnes se sont rassemblées dans les rues de New York pour affirmer leur résolution à agir en faveur du climat. Bien sûr, cette marche (dont l'ampleur est historique à l'échelle des États-Unis) ne se distingue pas complètement des mobilisations précédentes, qui ont pu contribuer à construire la cause climatique comme exceptionnelle, échappant à toute forme de domination ou d'inégalité. Mais les personnes et groupes directement affectés par le changement climatique dans les pays du Sud comme aux États-Unis ont pu en prendre la tête, lui donnant sa tonalité et sa couleur politique. Les syndicats ont marché aux côtés de mouvements environnementaux, les militant.e.s pratiquant

Blockadia, pour bloquer la machine à réchauffer la planète¹

Les *frontline struggles*, ces luttes qui ont pour objectif de stopper l'expansion de la frontière extractiviste (des hydrocarbures de schiste aux nouveaux projets miniers) et la construction de nouvelles infrastructures inutiles, imposées et inadaptées (aéroports, autoroutes, barrages, stades, etc.) se multiplient. En plus de contribuer à bloquer la machine qui réchauffe la planète, elles affaiblissent tous ceux qui entravent la lutte contre les dérèglements climatiques. Les adversaires de la transition sont mis à l'index. Ici des entreprises qui ne respectent rien, là des États ou des collectivités territoriales qui veulent imposer leurs projets destructeurs à des populations qui n'en veulent pas.

Le terme « Blockadia » vient des puissantes mobilisations en Amérique du Nord contre la construction de nouveaux pipelines visant à exporter le pétrole issu des sables bitumineux d'Alberta (Canada). Pour stopper ces projets, les militants font cohabiter des pratiques et tactiques fort différentes : guérilla juridique, pression politique, actions de terrain, manifestations, actions de désobéissance. Le territoire n'est pas ici un confetti qu'il faudrait sauver des dégâts du productivisme, de l'industrialisation ou de la mondialisation néolibérale. Il est au contraire l'espace à partir duquel se pense et s'expérimente le dépassement des modèles économiques, financiers et technologiques insoutenables actuels.

1. Sauf mention contraire, les auteurs des encadrés sont les auteurs du chapitre correspondant.

la désobéissance civile contre les megapipelines ont défilé avec les groupes de foi (la contribution de G. Aurenche p. 231 revient sur ce qui fonde l'implication de ces derniers). Surtout, nombre de campagnes sur le front climatique engrangent des succès. Le mouvement pour le désinvestissement a clairement franchi un

cap (voir le chapitre de B. McKibben, cofondateur de 350.org p. 203). Plusieurs centaines d'institutions ont déjà renoncé à leurs investissements dans les activités d'extraction ou d'utilisation de combustibles fossiles et se sont engagées à réinvestir dans la sobriété, les renouvelables, voire dans des projets locaux de production d'énergie. Les banques sont également sous pression, contraintes à être transparentes sur les soutiens financiers qu'elles apportent aux projets charbonniers, gaziers et pétroliers. En France, des mobilisations citoyennes sont ainsi parvenues à faire plier la Société générale, forcée à rompre avec ses investissements dans le charbon australien (voir le chapitre de J. Palais de Bizi! p. 287). D'autres banques ont suivi depuis. La légitimité sociale des acteurs du secteur fossile est ainsi en train d'être durablement écornée, et l'exemple de la lutte contre l'apartheid est là pour nous rappeler que le désinvestissement est une étape décisive pour que le boycott soit efficace, en ce qu'il crée les conditions pour contraindre les États à prendre des sanctions.

Des analyses qui identifient des leviers de changement efficaces : ces mobilisations et campagnes se structurent autour d'objectifs précis, réalistes et atteignables, en s'appuyant sur les travaux de recherche sur le climat. L'objectif des 2 °C apparaît utopique en raison de l'inertie de la communauté internationale ? À y regarder de plus près, les leviers d'action sont pourtant nombreux, qui ne dépendent que de nous. Ainsi, pour tenir cet objectif, nous ne devons pas émettre plus de 565 gigatonnes cumulées de CO₂ dans l'atmosphère par la combustion de fossiles d'ici à 2050. Problème : les gisements actuellement exploités ou en passe de l'être (et qui le seront avant 2050) représentent cinq fois plus d'émissions potentielles que ce « budget carbone » dont nous disposons. Nous

devons donc laisser jusqu'à 80% des réserves de charbon, de gaz et de pétrole dans le sous-sol – et immédiatement geler tous les projets d'exploitation de nouveaux gisements. Deux cents entreprises détiennent les permis d'exploiter les principaux gisements fossiles. Il est possible de commencer par les cibler, sans attendre des gouvernements qu'ils se décident enfin à agir : il importe alors de pallier l'inaction des États et de créer les conditions les contraignant à mettre ces entreprises hors d'état de nuire. Dans l'inter valle, les mobilisations pour le climat articulent ces objectifs de moyen terme (la sortie des fossiles à l'horizon 2030-2050) avec les urgences criantes (bloquer les projets tels que l'exploitation des sables bitumineux ou l'extension de l'extraction du charbon). Il devient en outre de plus en plus évident que nous ne pourrions résoudre la crise climatique sans remettre en question l'extension du libre-échange (voir l'article de S. George et M. Combes p. 145), le recul concomitant de la sphère collective devant les puissances financières, et les logiques de puissance militaire ou économique (course indéfinie à la croissance). Il s'agit là de désenclaver l'action publique internationale, la sortir de ses ornières plus profondes de COP en COP, pour questionner l'ensemble des institutions internationales (y compris l'OMC, le FMI ou la Banque mondiale) ainsi que tous les aspects de notre quotidien, de notre alimentation à nos vacances, à l'aune de l'enjeu climatique (enjeux que décrit N. Klein dans sa contribution p. 41).

Les acteurs de la société civile et les peuples en lutte ne sont pas uniquement mobilisés sur des revendications de nature défensive, des « Blockadia » pour résister pied à pied aux crimes du secteur fossile. **Des millions d'« Alternatiba », alternatives et expérimentations fleurissent** : des initiatives de transition

Alternatiba, l'autre moteur de la justice climatique !

Que faire face à l'immensité de la tâche que représente la lutte contre les dérèglements climatiques ? Le processus Alternatiba, né à Bayonne en 2013, mais qui peut être élargi à toutes les initiatives similaires qui se déploient aux quatre coins de la planète, est l'une des réponses à ce défi. Alternatiba, c'est d'abord la mise en lumière des expériences alternatives concrètes, qu'elles soient locales ou à prétention régionale et globale, et qui visent à transformer profondément nos modèles de production et de consommation jusqu'ici insoutenables : souveraineté alimentaire et agroécologie paysanne, circuits courts, relocalisation de l'économie, partage du travail et des richesses, isolation des logements, reconversion sociale et écologique de la production en assurant le maintien des emplois, réappropriation et promotion des biens communs, réparation et recyclage, réduction des déchets, transports doux et mobilité soutenable, écorénovation, énergies renouvelables... Permettant au plus grand nombre de s'impliquer, Alternatiba est également un processus de radicalisation, qui ne présage pas de la « radicalité » des participants : se confronter à la puissance des promoteurs des projets climaticides ou à la difficulté de déploiement des alternatives concrètes à grande échelle permet de toucher du doigt que la lutte contre le changement climatique n'est pas soluble dans un grand récit de l'unification de l'espèce humaine, du dépassement de tous les clivages : il y a des adversaires de la transition, ce qui nécessite la construction d'un rapport de forces pour imposer les alternatives. La construction de ces solidarités translocales — des solidarités entre des luttes ou des alternatives ancrées sur les territoires — est sans aucun doute l'un des vecteurs essentiels de la construction d'un mouvement global et pérenne pour la justice climatique, mouvement indispensable pour changer la donne.